

«Des vertus de l'audace, et des limites de la témérité »

Depuis quelques semaines l'actualité nous offre des successions d'évènements « hors cadres » qui soulèvent comme d'habitude des flots d'admiration ou d'émotions, mais aussi d'indignations voire d'opprobres selon l'angle d'approche des faits par les médias et cette obsession de recherche d'audience des politiciens. Le dernier en date avec la « libération » d'Ingrid Betancourt n'a pas pu laisser indifférent le moindre quidam, surtout en France. Il faut avouer que la couverture médiatique et politique a été exemplaire en termes de saturation des écrans plats et en unicité de ton au sein de nos élites bien pensantes. Certains, dans ce processus de catharsis collectif bien connu, sont allés jusqu'à comparer l'otage des FARC à une « Jeanne d'Arc » des temps modernes... Le propos est généreux mais il faut l'avouer quelque peu décalé. Nous avons bien eu le même type d'exubérance dans les commentaires des mêmes têtes d'affiche lorsque Zidane a été présenté comme un héros national pour avoir « tenu tête » à l'Italie lors de la finale du dernier mondial de football... Ce non évènement, qui a fait pourtant à l'époque « beaucoup de bruit pour rien ¹ », a été vite classé dans les oubliettes de l'histoire. Qu'en sera-t-il pour Ingrid Betancourt ? Nous verrons bien dans quelques mois, voire dans quelques semaines, face à l'épreuve du temps ce qu'il restera de ce grand élan d'émotion qui a parcouru nos villes et nos campagnes Sans chercher à dénaturer cette libération et le bonheur inouï qu'elle représente pour l'intéressée et pour ses proches, peut-être serait-il de bon aloi de faire preuve d'un peu plus de retenue et de décence dans l'interprétation de cette actualité (*qui laisse quand même sur le terrain plusieurs centaines d'otages aux mains des FARC dans des conditions de détention qui ne peuvent que se durcir*) et d'essayer justement de décrypter un peu plus en profondeur ces faits qui marquent notre quotidien par leur audace ou leur témérité.

Parmi les évènements marquants qui ont été supplantés par l'affaire colombienne, il y a aussi ce drame de Carcassonne² qui est arrivé au beau milieu de la livraison du livre blanc sur la sécurité et la défense³. Cet accident, « malheureux » pour certains, « inadmissible » pour d'autres a fait basculer le politique dans le désaveu et la société dans le doute vis-à-vis d'une institution à priori irréprouvable. Dans les accusations graves « d'amateurisme » proférées

¹ Titre d'une pièce célèbre de William Shakespeare

² Le dimanche 29 juin, lors d'une démonstration du Groupe de commandos parachutistes du 3 RPIMa, 17 personnes, en majorité des civils, ont été blessées par des tirs de balles réelles. Ce drame a provoqué la démission du Chef d'état major de l'armée de terre, le général Bruno Cuche et la suspension de plusieurs officiers.

³ http://www.premier-ministre.gouv.fr/information/les_dossiers_actualites_19/livre_blanc_sur_defense_875/

par le chef de l'Etat, qui est aussi, rappelons le, chef des armées, il est clair que la « grande muette » ne donne plus l'impression d'être protégée de ses erreurs⁴ mais doit assumer pleinement ses fautes comme n'importe quelle autre administration. Après avoir longtemps été adulée par les politiques (*qui surfaient jusqu'à présent sur les concepts de dissuasion et d'indépendance nationale*), « aimée » par la Nation (*selon les sondages de la DICOD*⁵), la « grande muette » tombe avec cette affaire dans la banalisation et le droit commun, la réduisant de fait à une simple « variable d'ajustement », surtout avec l'exercice imposé du RGPP⁶. Pour certains commentateurs accrédités, le chef de l'état n'aimerait pas ses armées, ce qui expliquerait ce ton sans appel, exigeant des sanctions exemplaires. Comment dès lors interpréter la démission du CEMAT, le général Bruno Cuhe⁷? Peut-on revendiquer en effet un professionnalisme à tout épreuve et s'imaginer que les armées n'ont pas de compte à rendre à la nation, sous prétexte qu'elles bénéficieraient d'un statut « régalien » à part ? Il est à craindre que cette affaire soit révélatrice de mouvements de fond beaucoup plus importants qu'il ne le paraît pour l'avenir de notre sécurité et de notre défense.

A cette liste d'évènements un peu hors du commun nous pourrions aussi ajouter les suites de l'affaire Kerviel avec la condamnation de la Société Générale pour la légèreté de son contrôle interne : 75 alertes ayant été déjouées, contournées ou neutralisées par le trader. Ce constat dressé par des experts n'est pas neutre pour la crédibilité de notre système bancaire surtout après avoir critiqué vertement la gestion des banques américaines autour des subprime, mais aussi les agences de notation et les vicissitudes des dispositifs de

⁴ cf. l'affaire Poncet-Mahé lors de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire en octobre 2005

⁵ DICOD : Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense. Dans un récent sondage effectué comme tous les ans avant le défilé du 14 Juillet : « 86% des français sont fiers de leur défense nationale » selon Hervé Morin, l'actuel Ministre de la Défense, sur France Info. Ces chiffres enthousiastes seraient à confronter avec d'autres analyses, comme celle engagée par les auditeurs de l'IHEDN en 2006, et qui donnent des scores radicalement opposés lorsqu'il est demandé notamment aux jeunes générations si elles sont prêtes au sacrifice suprême pour défendre le pays. Il est devenu banal de dire que nous aimons nos armées surtout avec 60 années de paix derrière nous, c'est autre chose d'affirmer que nous serions prêts à mourir si la défense de la liberté du pays l'exigeait.

⁶ Ce qu'aucun gouvernement ne s'amuserait à faire par contre avec le Ministère de l'Education Nationale avec son million de fonctionnaires enseignants et non enseignants, contre 250 000 pour les militaires...même s'il y a en perspective là aussi des réductions d'effectifs, par non renouvellement des départs, les 54 000 réductions programmées pour la Défense sont à mettre en parallèle avec les 45 000 recrutements du ministère de l'Education au cours de ces dix dernières années....Voir à ce propos les excellentes analyses comparatives des budgets de la nation par le Sénat.

⁷ Pour beaucoup la démission du Général d'armée Cuhe s'inscrit dans un climat de défiance et témoigne d'un malaise grandissant dans les armées suite aux décisions du nouveau livre blanc qui prévoit de supprimer 54 000 postes. Des généraux réunis dans une tribune publiée par le Figaro et signé « Surcouf » ont critiqué ouvertement les décisions de l'exécutif. Cette « rébellion » irrite profondément l'Elysée. L'interview dans le Figaro du 12-13 juillet 2008 du Général Jean-Louis Gergorin, l'actuel Chef d'état-major des armées, est à ce titre passionnant car il remet la question majeure de la guerre et celle de la finalité des armées au centre des débats, qui restent pour le moment beaucoup trop emprunts de technicité et de bureaucratie. Pour reprendre les analyses du général (CR) Emmanuel de Richoufftz la véritable question que nous devrions tous nous poser, comme tout officier, est « pour qui vais-je donner ma vie ? Au nom de quoi vais-je demander le sacrifice ultime à mes soldats ? »

supervision type Bâle II, alors que la nature du problème est dans le fonctionnement interne de la banque avec des comportements inadéquats à tous les niveaux de la hiérarchie. D'une certaine manière il en est de même pour les armées : rien ne sert de critiquer les errements de la sécurité internationale avec des casques bleus désarmés et une absence de politique de défense européenne, quand l'irréversible là aussi est commis par des défauts de commandement et de fonctionnement interne (*en tout état de cause la démonstration de Carcassonne aurait pu être pensée différemment en intégrant des mesures minimales de sécurité pour les spectateurs...*). Pour cela il faut s'interroger sur la signification et l'impact de ces quelques faits et éviter de les traiter trop superficiellement ou émotionnellement.

Bien entendu la démission du général Cuhe a été saluée par tous les lobbies des armées comme un acte d'honneur. Quand on connaît l'homme, le chef de guerre et l'idée qu'il se faisait de sa mission il ne pouvait en être autrement. Néanmoins il est à craindre que cette sortie, empreinte d'un certain panache, n'ait pas beaucoup ému notre société qui est de moins en moins éduquée, pour ne pas dire sensibilisée vis à vis de la chose militaire. Ce décalage de perception et de ressenti s'est particulièrement accentué depuis la fin de la conscription avec la professionnalisation des armées et l'inévitable dilution des liens avec la nation qui en résulte. Il faut en être conscient et admettre, même si cela gêne un certain confort intellectuel (surtout dans les milieux de la Défense) que ce repli sur soi se paye toujours un jour ou l'autre face à une société qui vit avec d'autres référentiels.

Dans un autre ordre d'idée, la détermination de Daniel Bouton pour redresser contre vents et marées la crédibilité de la Société Générale a été saluée par tous les dirigeants du monde économique comme un acte responsable plein de courage. Il est à craindre là aussi que cette position à contre courant ne soit pas admise par l'opinion qui attendait une démission et une condamnation en bonne et due forme du président de la banque. L'opprobre populaire avait besoin de pouvoir exorciser sa défiance vis-à-vis du monde financier en sacrifiant un « bouc émissaire » sur l'autel médiatique. Il y a dans cette forme de « *curée des temps modernes* » un archaïsme peu flatteur pour nos sociétés si sûres d'elles. Dans un cas il y a indifférence, dans l'autre tyrannie de l'opinion : autant dire que nous avons affaire aux pulsions les plus pernicieuses engendrées par nos démocraties quand elles ne sont plus à même de juger sur le fond les événements. Rappelons nous ce qu'écrivait à ce propos Noam Chomsky : « *La propagande est aux démocraties ce que la violence est aux dictatures* » Lorsque nous nous contentons de l'exubérance prise uniquement par la forme et que nous acceptons de subir l'instrumentalisation qui en est faite pour des raisons plus ou moins politiciennes ou marketing, il ne faut pas s'étonner si nous dérivons petit à petit dans des formes de populisme pathétique et sans avenir.

La contrepartie de cette dérive c'est qu'il est devenu quasiment impossible de penser par soi-même avec une certaine liberté de ton et un certain esprit critique. Il est de mauvais ton de ne pas être d'accord avec l'euphorie politicienne qui entoure par exemple la « libération » d'Ingrid Betancourt. Mais il en est de même vis-à-vis de l'agrément des lobbies qui honorent la démission du général Cuhe, ou la pression des experts qui veulent une condamnation irrévocable des dirigeants de la Société Générale. Dès que l'on essaye de prendre un peu de recul, on a le sentiment d'être jugé pour « *crime de lèse-majesté* »⁸. Peut-être devrions nous réimporter cet héritage français de la monarchie anglaise en remettant à l'honneur dans nos écoles, instituts de pensée et rédactions ce « *Honni soit qui mal y pense* » !⁹ qui permet aux britanniques d'avoir toujours ce léger sentiment de supériorité, souvent insupportable pour nous, lorsqu'il s'agit d'évaluer avec une touche d'humour des situations incongrues. Essayons de reprendre ces trois événements et de les considérer avec un peu de distance, en évitant les pièges de la dérision ou du cynisme.

Dans l'affaire Betancourt, il y a plusieurs degrés de lectures. Il y a ce qui apparaît comme étant de fait une « *affaire de famille* » entre les proches de l'otage, ses partisans et le monde politique français. Il est clair que l'intéressée bénéficie d'un traitement de faveur de notre diplomatie qui est sans commune mesure avec d'autres cas de prises d'otages en Colombie. Il suffit de faire la tournée des entreprises concernées par des chantiers dans cette région et par des prises d'otages de cadres et de personnels locaux pour savoir qu'elles n'ont pas connu la même qualité de traitement. Beaucoup passent du reste depuis longtemps par des modes opératoires plutôt anglo-saxons, beaucoup plus discrets et efficaces. Les méthodes de négociations spécifiques à cette jungle sud-américaine sont très bien rendues entre autre dans le film « *l'échange* »¹⁰. Il n'est donc pas étonnant que les gesticulations diplomatiques françaises sur la région n'aient été que marginales et parfois décalées par rapport aux contraintes du terrain et aux jeux d'acteurs. La témérité de nos gesticulations, en particulier à l'égard de Chavez dont tout le monde connaît la duplicité vis-à-vis des FARC, n'a rien donné.... Sans le courage et l'audace d'Uribe cette opération spectaculaire n'aurait jamais vu le jour. Pour autant elle n'est pas le résultat d'une quelconque improvisation. Elle ne s'est pas traduite par cette seule action

⁸ Le crime de lèse-majesté est une notion juridique mal définie qui a évolué dans le temps, recouvrant différentes qualifications juridiques. Pour l'essentiel, il était relié aux atteintes au souverain, quel qu'il soit (le peuple, un monarque, un prince fondateur, etc.), et aux signes de sa majesté (objets, décisions, personnes y compris leurs représentants, etc.) – source Wikipédia.

⁹ Devise de l'Ordre de la Jarretière, ordre de chevalerie créé au début de la « guerre de cent ans ». L'origine est amusante : Après la chute de Calais en 1347, une fête est donnée à la cour. La maîtresse du roi, la comtesse de Salisbury, perd sa jarretière, déclenchant ainsi les rires de l'assistance. Le roi pour sauvegarder l'honneur de sa maîtresse, aurait alors mis le ruban bleu à son propre genou et prononcé cette devise avant de faire du ruban le nouveau signe de distinction de la noblesse anglaise. Cette devise est en français, langue noble en usage à la cour d'Angleterre à l'époque.

¹⁰ Film réalisé par Taylor Hacquard en 2000 avec Meg Ryan et Russel Crowe sur une libération d'otages en Colombie.

secrète mais aussi depuis deux ans par la démobilisation de plus de 9 000 membres qui ont quitté l'organisation des FARC grâce à des centaines d'opérations civilo-militaires sur le terrain. Tout ceci est le résultat d'une mobilisation sans précédent de plus de 300 000 hommes dont 60% sont assignés à la lutte contre la « narco-guérilla ».

Au-delà le satisfecit franco-français qui tombe bien en termes d'agenda pour redorer l'image de l'exécutif (*cf. les difficultés d'amorçage de la présidence française pour l'Union Européenne, les difficultés économiques avec un baril à près de 150\$, les tensions politiques autour des jeux olympiques de Pékin et l'affaire tibétaine....*) cette opération exemplaire sur le plan de la manœuvre ouvre d'autres questions plus stratégiques. La libération d'Ingrid Betancourt, dont on ne peut en effet que se féliciter pour l'intéressée qui a vécu 6 années d'horreur dans la jungle, sert de masque à la libération plus pointue et délicate des trois américains de la CIA et des forces spéciales engagés « officiellement » dans la lutte anti-drogue, ainsi que de la dizaine de responsables « sensibles » des forces armées colombiennes. Cette opération soutenue au plus haut niveau par les américains et renforcée par des experts israéliens est un coup considérable pour les FARC¹¹, mais pas uniquement. Le message induit est aussi très bien passé auprès de tous les autres réseaux que les américains qualifient de « terroristes » et que nous, benoîtement ou idéologiquement, continuons à classer comme « guérillas » ou « rébellions »¹². Le fait d'avoir réussi à infiltrer les réseaux de commandement des FARC et d'être arrivés à mener une opération de « *déception* » de cette envergure ne peut être que l'œuvre de très grands professionnels éprouvés à des luttes impitoyables comme le sont les combats de l'anti-terrorisme face aux réseaux sacrificiels du Hamas en Israël, ou d'Al Qu'Aïda au Moyen-Orient ou en Afghanistan. C'est le signe d'une évolution en profondeur des modes opératoires en cours. Ils se traduisent par une accumulation de nombreux signaux faibles qui vont dans ce sens. Pour ne prendre que le théâtre colombien il faut additionner la mort de Raul Reyes N° 2 des FARC lors d'une opération spéciale des forces colombiennes en Equateur, avec la récente reddition de la non moins célèbre « Karina » du front 47, l'un des dispositifs les plus durs, sans oublier le décès du chef historique Manuel Marulanda .

Avec cette opération, les FARC n'ont quasiment plus d'otages « haut de gamme » pour négocier de façon ostentatoire sur le plan international. Ils ne peuvent plus donner au président vénézuélien, Hugo Chavez, de prétexte pour s'engager dans un conflit régional comme il en rêvait pour implanter son utopie bolivarienne. Il se trouve de fait brutalement isolé et marginalisé par ce succès du président colombien Uribe et des services secrets américains. Succès dont Washington avait absolument besoin pour inverser les tendances lourdes qui commençaient à s'installer de façon inquiétante sur cette zone sensible, en

¹¹ FARC : Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes

¹² Voir à ce propos les classifications du géopolitologue Gérard Chaliand

particulier pour sa sécurité. Il est clair que la Maison Blanche est derrière cette opération d'envergure: La vitesse à laquelle est arrivé le message de félicitations de Bush, la coïncidence de la venue de Mc Cain à Bogota le jour de l'arrivée des otages américains (*que nous n'avons découverts sur les écrans américains qu'une semaine après leur libération, le temps de procéder aux vrais débriefings de cette opération exemplaire*), tout montre que nous sommes sur autre chose de beaucoup plus stratégique qui va bien au-delà la Colombie.

Il suffit de croiser cette opération avec celles qui sont menées secrètement ici en Afghanistan ou au Pakistan, là dans la Corne de l'Afrique ou au Sahel sur les réseaux du GSPC, en Irak ou de façon plus large au Moyen-Orient pour se rendre compte que la lutte anti-terroriste commence à payer avec des méthodes plus matures et plus audacieuses qui intègrent les techniques d'infiltration, notamment israéliennes (*qui ont de loin les unités les plus aguerries et performantes dans ce domaine*). Alors Ingrid Betancourt dans tout cela ? Elle n'est il faut l'avouer qu'une brique emblématique qui sert une finalité « médiatique » au sein d'une opération qui est beaucoup plus vaste que la simple exfiltration d'otages VIP. Cette opération s'inscrit dans un faisceau d'actions psychologiques et secrètes qui visent à casser le moral des FARC, voire à provoquer chez eux dissensions, trahisons, retournements... De vieilles techniques de subversion qu'ils ont utilisées jadis contre nos démocraties et qui se retournent contre eux actuellement. Là est la véritable signification de cette opération très spéciale. Ce sont les mêmes opérations qui sont menées par ailleurs depuis un an avec un certain succès sur le terrain irakien par le général Petrus.

Cela signifie aussi que nous sommes engagés dans une escalade dans la confrontation avec ces réseaux qui ont parfaitement compris qu'ils étaient devenus désormais vulnérables, que la guerre à leur encontre serait impitoyable et surtout que les techniques occidentales étaient plus intrusives et dangereuses pour eux. Ils ont compris aussi qu'ils allaient devoir durcir leurs modes opératoires pour faire face à ces franchissements de seuil opérationnels qui les déstabilisent de l'intérieur en utilisant leurs réseaux de vie et leurs codes comme armes d'autodestruction. C'est ce qu'ils faisaient hier à notre encontre. La situation est devenue réversible et c'est la grande nouvelle du « non-dit » de la libération d'Ingrid Betancourt. Dans les guerres il y a toujours à un moment donné un virage stratégique, il semble qu'il soit en train de s'amorcer avec cette première opération en Colombie, sur le ventre mou des Etats-Unis, mais cette fois ci à notre profit. Réjouissons-nous de cette heureuse évolution, même si elle se traduit de fait par un durcissement des confrontations sur le terrain. Elle montre cependant qu'il n'y a pas de fatalité de l'échec occidental comme certains le prédisent ou le prétendent trop facilement au sein de nos démocraties. Nous savons aussi nous battre intelligemment pour ceux qui en douteraient!

De fait la lecture des évènements de Carcassonne résonne différemment lorsque nous les sortons du contexte franco-français et que nous les alignons sur le niveau de contraintes que sont nos engagements actuels et futurs en matière de sécurité et de défense. Le nouveau livre blanc qui vient de sortir parle gentiment « *d'un monde marqué par l'incertitude* ». Cette prouesse sémantique où l'on continue à s'enfermer dans une vision du monde de « *ni paix ni guerre* » ne veut strictement rien dire ! Il suffit d'analyser les missions actuelles sur tous les théâtres dits de crise pour noter que ce sont à chaque fois des centaines de milliers d'hommes qui sont engagés dans des opérations militaires de guerre, et non des opérations de « gestion de crise » (cf. la Colombie, l'Irak, l'Afghanistan mais aussi le Soudan...). Tout le monde sait que le « risque zéro » n'a jamais existé et que le monde est en pleine effervescence. L'instabilité, le rapport de force et la concurrence sont partout et en permanence. Arrêtons de faire croire à notre société que nous vivons nous français en dehors de ce cahier des charges. Le sergent du commando, qui a commis malheureusement l'irréparable, est sur cette autre appréciation du terrain. Depuis dix ans il se prépare durement, comme ses collègues, pour affronter ces nouvelles formes de guerre qui n'ont rien « d'incertaines », loin s'en faut. C'est ce qu'il a essayé d'illustrer avec un scénario de libération d'otages lors de la démonstration de Carcassonne.... Il suffit d'aller faire un tour sur les frontières du Soudan ou dans les montagnes d'Afghanistan pour mesurer la désuétude et le décalage des concepts des experts du livre blanc. Bien au contraire ces nouvelles formes de guerre deviennent de plus en plus explicites et de plus en plus dures : il suffit de considérer de plus près ce que furent nos pertes en Afghanistan il y a deux ans lorsque nos forces spéciales se battaient contre les réseaux Al-Qaïda. Dans une guerre il n'y a pas d'incertitudes : il y a des victoires et il y a des pertes ! Il y a des vainqueurs et des vaincus !

Ce jeune sergent infortuné sait mieux que quiconque que les adversaires qu'il a déjà eu à combattre ne sont pas en face de lui dans une tranchée comme en 1914 ou derrière une frontière bien nette comme en 1939. Ces adversaires sont partout autour de lui, voire infiltrés dans ses propres campements. Ce soldat même très aguerri a vécu en permanence avec la frousse au ventre, ceci est une certitude ! Il n'y a que ceux qui n'ont jamais vécu une opération extérieure (*même si les experts à Paris la qualifie de « basse intensité »*) qui peuvent se permettre d'en parler différemment. Sans vouloir pour autant défendre ce malheureux sergent qui a commis une faute professionnelle et humaine grave, il faut être conscient que la hiérarchie demande à ce sous-officier et à ses hommes d'être « à la hauteur quoi qu'il arrive ». Là est la limite de l'exercice quand on demande constamment à ces hommes de transgresser les règles, confondant ainsi ce qui est de l'ordre de l'audace nécessaire avec ce qui est du ressort de la témérité souvent non maîtrisée. La transgression de la règle est toujours un exercice qui exige encore de plus de maîtrise dans la prise de risque. Les pilotes d'essais ou les grands chirurgiens connaissent bien cet impératif.

La pression est très forte dans ces unités d'élite (comme elle l'est aussi dans les salles de marché en termes de compétitivité financière ou dans les usines en termes de productivité industrielle...). Cela signifie qu'il doit sans cesse augmenter ses performances dans tous les domaines pour tenir des terrains de plus en plus difficiles. On lui demande de traiter toute les gammes d'opérations : de la sécurité quasi policière à l'action militaire, d'une libération d'otage à la guerre pure et simple. Ainsi pour assurer sa survivance il va constamment relever le niveau des défis, ce qui va l'amener inévitablement à déverrouiller certaines sécurités, certaines vigilances qu'en d'autres cas le système maintiendrait opérationnelles et à commettre des erreurs humaines et professionnelles graves. Et ce qui devait arriver est arrivé au cours de ce drame malheureux de Carcassonne avec un opérationnel très aguerrri, mais qui ne maîtrise plus son processus. C'est exactement ce qu'il s'est passé d'une autre façon avec l'affaire Kerviel. Le système bancaire a, comme les armées, un discours macro sur une vision idéale de la sécurité financière avec les agences de notation et Bâle II, alors qu'en réalité il est demandé sur le plan opérationnel aux traders de faire toujours plus, plus vite et mieux, ce qui amène là aussi à déverrouiller les sécurités. Nous connaissons la suite dans un contexte de retournement des marchés et de non vigilance des chaines « organiques » de management. Le résultat dans les deux cas est de l'ordre de la catastrophe pour des vies humaines marquées à jamais par des balles de guerre. Même si ce n'est pas comparable il en fut de même pour la survie d'une institution bancaire comme la Société Générale devenue en quelques heures opéable. Heureusement, il n'y a pas eu de morts dans un cas, ni de faillite de l'institution dans l'autre (cf. l'exemple de la Northern-Rock en Angleterre...). Néanmoins il n'y a pas eu maîtrise de l'usage du feu pour le militaire, et de la volatilité des cours pour le trader. Cette maîtrise est la qualité première qui est exigée d'eux à ces postes sensibles. On ne peut pas bricoler avec ces questions et les colères froides du président de la République en janvier vis-à-vis des 5 milliards d'euros de transactions perdus en quelques heures (soit l'équivalent de toutes les économies promises par la RGPP), et fin juin au chevet des 17 victimes (dont 4 enfants), sont sur le fond justifiées. Ce sont des fautes graves !

Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur ces deux affaires, il serait peut-être judicieux de s'interroger sur le « *pourquoi nous en sommes arrivés là ?* ». Certes le Sergent et Kerviel sont « cassés » par le système, certes les hiérarchies « organiques » ont été sanctionnées ou ont démissionné, ce qui ne pouvait être autrement pour sauvegarder la crédibilité du système. Mais sur le fond, c'est la légitimité d'un certain mode de fonctionnement et de pilotage des affaires qui est fondamentalement en cause : Le sergent et Kerviel ne sont pas arrivés à ces dérives sécuritaires, à cet « amateurisme » sans y avoir été autorisés par nécessité et par défaut. A force d'avoir des discours et des postures paradoxales entre un monde lointain que l'on ne fait que décrire et une réalité qui s'avère différente, on finit par demander aux opérationnels d'assumer une schizophrénie ambiante qui ne peut que déboucher sur des accidents de parcours

graves. De tolérables ces dernières années ces accidents deviennent maintenant inadmissibles au regard de la justice, voire insoutenables pour nos sociétés.

Il faut en tirer les enseignements en termes de prise de risque. Certes il faut cultiver l'audace chez ceux qui sont prêts à assumer tous les défis dans leurs domaines pour rendre plus performante notre sécurité, plus profitable notre quotidien..., surtout face à une société qui cultive l'aversion au risque, et des institutions qui se complaisent dans l'abus de précaution. Mais quand il y a un accident ou un dysfonctionnement, par dévoiement de l'audace en témérité non maîtrisée, ils ne peuvent pas être les seuls à écoper, cela pose à un moment donné la question de la responsabilité politique des dirigeants qui ont permis cette dérive. Cela pose aussi de notre société qui en amont s'est installée progressivement dans ces déséquilibres pour son plus grand profit. Tout le monde est scandalisé par l'affaire Kerviel mais les mêmes souhaitent toujours plus de rendements sur leurs placements. Tout le monde est atterré par l'affaire de Carcassonne mais personne ne veut assumer le boulot du jeune sergent. Personne ne veut aller à sa place chasser les terroristes dans les montagnes afghanes. Après tout comme nous l'entendons souvent « *ils sont payés pour cela* », certains ajouteront avec cynisme ou envie « *même très bien payés ! Alors tant pis pour eux s'ils ont failli !* » Peut-être souhaitons nous vivre dans une société décalée avec des « mercenaires » qui assumeront les prises de risques et seront exécutés à la moindre erreur (les émissions de télé-réalité vont assez dans ce sens) ce qui éviterait aux politiques de se prononcer sur la question de la « faute » et par la même de leur responsabilité. Cela permet surtout à notre société de se complaire dans cette victimisation qui l'entretient dans cette forme d'exemption permanente de la faute.

Loin de nos tribulations franco-françaises, l'affaire colombienne nous montre qu'il serait peut-être temps de clarifier nos modes d'évaluations, d'arrêter de faire en permanence dans l'entre deux et d'assumer ces nouvelles formes de prises de risque qui sont en train de s'affirmer partout dans le monde. Ceux qui ont menés l'opération de libération des otages ne sont pas dans la dialectique de « l'incertitude » et dans le paradoxe permanent sur ces questions de sécurité et de défense de leurs intérêts. Ils sont bien dans le langage pur et simple d'une guerre qui a commencé il y a une bonne vingtaine d'années et qui touche désormais tous les registres, qu'il s'agisse de leur sécurité immédiate ou de leurs survies économiques. C'est pour l'Occident une guerre de leadership au sens large. Elle est à la fois militaire, sécuritaire, financière, industrielle et psychologique. Elle se joue vers le bas vis à vis de réseaux déterminés qui veulent notre abdication morale en nous terrorisant par des actions sacrificielles ou en nous détruisant via ces réseaux de drogue qui alimentent notre quête d'hédonisme et de jouissance. Elle se joue aussi vers le haut avec l'affirmation de tous ces nouveaux entrants qui s'engouffrent dans le sillage des BRIC sur les plans économiques et financiers. Ces nouveaux entrants veulent nous remplacer en

termes de pouvoir et de puissance et ils le font maintenant sans nous demander la permission.

L'opération pilotée par le président Uribe nous montre que face aux nouvelles formes d'adversité il faut être prêt à payer le prix de sa liberté et que celle-ci ne se négocie plus, celle-ci se gagne avec intelligence mais aussi avec détermination et force (*éléments qui ne sont pas suffisamment explicites dans notre nouveau livre blanc...., il ne suffit pas d'avoir des capacités de renseignement et de connaissance, il faut aussi avoir de la volonté politique, des moyens civilo-militaires plus conséquents, des capacités de frappe¹³ et oser les utiliser quand c'est nécessaire*). Face à cela nous continuons à jouer le grand écart avec d'un côté une société que l'on continue à infantiliser en lui faisant croire qu'elle va bénéficier de pseudos-protections qui n'existent plus¹⁴, et de l'autre des « mercenaires » à qui on demande de s'affranchir de toutes limites pour garantir la compétitivité et la sécurité du système. Espérons que tous ces événements « hors cadres » nous permettront de remettre un peu de bon sens dans nos modes de fonctionnement et de retrouver un véritable sens de la prise de risque collective, surtout face aux rendez-vous stratégiques qui nous attendent. Il ne faut plus confondre la nécessaire audace que nous devons tous cultiver avec cette fausse témérité que nous reléguons à des mercenaires qui seront de plus en plus piégés par la folie d'un système devenu globalement irresponsable. Puisque l'Amérique latine est à l'honneur, méditons ce mot de José-Joachim Olvedo¹⁵ « *Toujours l'audace a forcé le triomphe ! Vaincus sont ceux qui n'espèrent pas vaincre* ». Cette pensée devrait être inscrite aux frontons de nos institutions surtout dans une période où toutes nos lignes de fronts sont enfoncées sans vergognes et sans pitié. « *Accepter l'idée d'une défaite, c'est être vaincu !* » disait Foch à ses troupes au pire des offensives sur la Marne en septembre 1914, Il eut alors ces mots restés célèbres : « *Pressé fortement sur ma droite, mon centre cède, impossible de me mouvoir, situation excellente, j'attaque.* ». Qu'attendons-nous pour faire de même ? Qu'avons-nous à perdre ? Il y a avec les querelles européennes autour de la ratification du traité de Lisbonne, le projet contesté d'Union pour la Méditerranée, la pression terroriste, l'approche très politique des jeux olympiques et la déstabilisation des marchés financiers, pétroliers, boursiers, suffisamment de sujets préoccupants pour arrêter de tergiverser dans tous les sens et enfin attaquer ! Finalement le

¹³ Il ressort des analyses du livre blanc que 60% des moyens budgétaires sont dévolus aux fonctions support contre 40% aux hommes sur le terrain. Ce qui est l'inverse dans l'armée britannique.... Par ailleurs en termes de vétusté la plupart de nos matériels ont plus de vingt ans d'âge et nécessitent d'importants investissements de remise à niveau voire de remplacement..

¹⁴ CF La demande des français vis-à-vis de la présidence française de l'Union Européenne : être protégé des effets de la mondialisation.....De fait Nicolas Sarkozy a placé la présidence française de l'Union européenne (PFUE) sous le signe de la protection des Européens face à la mondialisation et promis que les Français en bénéficieraient aussi – voir son discours du 30 juin 2008 : « *Qu'est-ce qu'on attend de l'Europe? C'est qu'elle protège les Européens contre les risques que fait peser la mondialisation, faute de quoi c'est l'idée européenne elle-même qui sera en danger...*»

¹⁵ Extrait du chant à Bolivar

président Uribe, tant critiqué par nos élites, a gagné grâce à son audace, sa perspicacité et sa vision de la victoire. Avec la présidence française de l'Union Européenne nous avons une fenêtre de tir assez unique dans ce paysage mondial en pleine recomposition. Pour cela il ne faut pas se tromper dans le casting des offensives à mener. Peut-être faudrait-il que les états-majors politiques méditent un peu plus ce vieux proverbe chinois qui invite à ne pas confondre témérité et audace: "*Les exploits du téméraire s'attribuent plutôt à la bonne fortune qu'à son courage*". Sachons utiliser à bon escient cette fenêtre de tir inespérée pour faire « réagir » enfin notre pays et retrouver les termes d'un nouveau leadership mérité et espéré par tous ceux qui se battent pour l'avenir de notre pays et de nos enfants!

Xavier Guilhou¹⁶

Juin 2008

¹⁶ Président de XAG Conseil et auteur de « Quand la France réagira... » éditions Eyrolles – février 2007
www.xavierguilhou.com